

BioSoc – Bulletin sur la Biodiversité et la Société

Points saillants de la recherche sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation

NUMERO 17 : JUILLET 2007

VICE REDHIBITOIRE ? REDUIRE LES EMISSIONS DUES A LA DEFORESTATION POURRAIT AVOIR DES REPERCUSSIONS ADVERSES SUR LES COMMUNAUTES LOCALES.

La conversion des usages fonciers – notamment lorsqu'elle est associée à la déforestation – est à l'origine d'une proportion non négligeable des émissions de carbone à travers le monde. Bien que la prévention de la déforestation ne soit pas reconnue comme un moyen admissible de réduire les émissions de carbone aux termes de la première phase du Protocole de Kyoto (2008-2012), la notion de "déforestation évitée" est récemment devenue un sujet brûlant au cœur des débats politiques actuels sur le changement climatique. Les défenseurs des programmes de "réduction des émissions dues à la déforestation" (RED) veulent que des incitations à conserver les forêts soient incorporées dans la deuxième phase du Protocole de Kyoto (après 2012).

Une telle mesure semblerait être une bonne nouvelle pour les communautés dépendantes des forêts dont la survie dépend de la conservation à long terme des forêts tropicales. Le financement de la conservation serait sans doute sensiblement accru si les projets RED étaient acceptés au titre de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto et les recettes engrangées par les pays en développement pourraient être significatives. Toutefois, un récent rapport du Forest People's Programme (FPP) émet des réserves quant à la distribution des coûts et avantages associés aux programmes RED et souligne certaines conséquences potentielles inattendues pour les communautés locales, y compris:

- un regain ou une recrudescence des approches "directivistes" en matière de conservation forestière, y compris des modèles prônant l'exclusion pure et simple, comme les aires strictement protégées interdites à toute habitation humaine ;
- un ciblage injuste accusant les communautés locales d'être les moteurs de la déforestation ;
- la spéculation foncière, l'accaparement foncier et les conflits fonciers ;
- des violations de droits fonciers coutumiers et de droits territoriaux ;
- la corruption et le détournement de fonds internationaux par des élites nationales ;
- des contrats communautaires inéquitables et ouverts aux abus.

Le FPP note que "bien qu'il soit fait mention des questions sociales et de réduction de la pauvreté dans presque toutes les propositions de déforestation évitée, elles ne renferment généralement que très peu de détails sur la *façon* dont les droits des individus seront pleinement respectés et sauvegardés et sur la question de savoir *comment* des bénéfices locaux équitables et durables pourraient être garantis dans le cadre des projets RED". Le FPP souligne également que les antécédents des organisations internationales comme la Banque mondiale dans la conception de politiques forestières mondiales ne sont guère encourageants – notamment en ce qui concerne la participation informée des communautés touchées.

Certains défenseurs soulignent la variété des régimes de certification et des normes en cours de développement pour accompagner les mécanismes de conservation du carbone comme étant la solution pour traiter des questions sociales et incorporer des garde-fous dans les initiatives RED, mais il n'en reste pas moins que ces régimes demeurent facultatifs, qu'ils peuvent être difficiles à faire appliquer et, compte tenu de leur nouveauté, ils n'ont pas été véritablement testés sur le terrain.

Le FPP suggère qu'une première étape essentielle serait un dialogue sérieux entre les principaux réseaux mondiaux de communautés forestières à propos des avantages et des inconvénients des mécanismes de déforestation évitée et leur participation totale et assidue aux débats politiques nationaux et internationaux. L'élaboration future de programmes RED semble bien placée pour devenir un test des plus rigoureux pour quiconque revendique une bonne gouvernance forestière.

SOURCE

Griffiths, T. (2007) *Seeing RED? Avoided deforestation and the rights of indigenous peoples and local communities*. Forest Peoples Programme, Moreton-in-Marsh, UK

Le rapport peut être téléchargé à partir de

http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/avoided_deforestation_red_jun07_eng.pdf

Veillez adresser les questions destinées à l'auteur à tom@forestpeoples.org

Si vous connaissez une publication récente qui examine les liens entre la conservation et la pauvreté que vous souhaiteriez voir mentionnée dans BioSoc, veuillez en adresser un exemplaire à la rédactrice, Dilys Roe : dilys.roe@iied.org. Pour faire l'objet d'un compte rendu, les publications doivent être accessibles gratuitement sur Internet.

BIOSOC

BioSoc est un nouveau bulletin électronique mensuel publié par le Poverty and Conservation Learning Group – PCLG (Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation), sous l'égide de l'International Institute for Environment and Development – IIED (Institut international pour l'environnement et le développement). BioSoc est un bulletin disponible en anglais, en espagnol et en français qui met en valeur les nouvelles recherches fondamentales sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation.

Tous les numéros sont disponibles en ligne en tapant : www.povertyandconservation.info

Veillez nous indiquer d'autres réseaux qui pourrait être intéressés par ce bulletin en adressant un courrier électronique à : BioSoc@iied.org

POVERTY AND CONSERVATION LEARNING GROUP (PCLG)

Le PCLG entend partager des informations fondamentales, mettre en valeur des nouvelles recherches importantes et promouvoir l'apprentissage sur les interactions entre pauvreté et conservation. Pour obtenir un complément d'information, consultez www.povertyandconservation.info

SI VOUS NE SOUHAITEZ PLUS RECEVOIR BIOSOC

Veillez adresser un courrier électronique à BioSoc@iied.org en tapant UNSUBSCRIBE dans la ligne d'objet.